

## Les Nouvelles du Mardi 1er juillet 2014



### Au sommaire cette semaine :

- **Les enseignants français ne se sentent ni valorisés ni formés.**
- **Les inégalités fille-garçons ont de beaux jours devant elles...**
- **Lynchage d'un jeune Rom : un crime raciste nié par la justice et l'Etat**

- **Les enseignants français ne se sentent ni valorisés ni formés.**

Seulement 5% des enseignants français estiment que leur métier est valorisé par la société. C'est l'un des résultats les plus inquiétants de [l'enquête Talis dévoilée ce mercredi](#) par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), qui interroge sur les conditions de travail et d'apprentissage des enseignants dans 34 pays. Parmi les 107 000 enseignants interrogés, 3 002 professeurs et 204 directeurs de collèges français se sont prêtés au jeu entre février et juin 2013, mettant en exergue les faiblesses du système éducatif actuel, à savoir la formation et l'évaluation des professeurs.

Un manque de valorisation

«*Deux tiers des enseignants interrogés estiment que leur métier n'est pas reconnu comme il devrait l'être*», expose Eric Charbonnier, l'expert choisi par l'OCDE pour présenter ce rapport. En France, ils ne sont que 5% à penser que leur travail est valorisé par la société. Ce qui nous place en avant-dernière position, juste devant la République slovaque et loin derrière la moyenne de l'OCDE, qui est de 31%.

D'ailleurs, si 86% des professeurs de collège français interrogés affirment être satisfaits de leur emploi, seuls 58% estiment que les avantages de leur métier en compensent les inconvénients, contre 77% pour la moyenne OCDE. [Lire la suite sur Libération.](#)

- **Les inégalités fille-garçons ont de beaux jours devant elles...**

Ne pas généraliser l'expérimentation des ABCD de l'égalité sans donner l'impression de reculer : c'est l'exercice périlleux auquel vient de s'atteler le gouvernement. Exit le slogan instrumentalisé par les lobbys traditionalistes pour faire croire à l'enseignement d'une prétendue « théorie du genre » à l'école. C'est un « *plan d'action* » en quatre volets que le ministre de l'éducation, Benoît Hamon, a dévoilé, lundi 30 juin, sur France Inter. [...] « *Des injonctions sur la formation, on en a connu ces dernières décennies, presque autant que des plans d'action* », rappelle Claude Lelièvre, [...] historien, en référence aux conventions interministérielles de 2000, 2006 et 2013. [...] « *Si l'intention est là, la concrétisation risque d'être plus compliquée, la formation continue restant le talon d'Achille de l'école primaire* », observe une source syndicale. [...] « *Ce que nous retenons, c'est le caractère facultatif des mesures annoncées*, conteste Claire Serre-Combe, d'Osez le féminisme ! *La seule chose obligatoire, c'est la formation initiale des enseignants. C'est une goutte d'eau. Les temps dédiés dans les classes seront également optionnels. C'est du saupoudrage.* » [Lire l'article entier sur Le Monde.](#)

- **Lynchage d'un jeune Rom : un crime raciste nié par la justice et l'Etat**

Mardi 17 juin, quatre jours après le lynchage d'un Rom de 16 ans venu de Roumanie retrouver sa famille, et au lendemain de sa médiatisation, « *le président de la République exprime son indignation* » : « ces actes sont innommables et injustifiables. Ils heurtent tous les principes sur lesquels notre République est fondée. »

Mais de quels principes s'agit-il ? Comme le relève le *New York Times*, François Hollande ne qualifie pas l'agression de « crime raciste » (*hate crime*). De fait, dans son communiqué, comme dans les déclarations du ministre de l'Intérieur et du Premier ministre, le même jour, le mot « Rom » n'apparaît jamais, non plus que la nationalité de la victime ; il n'est question que d'un « *jeune adolescent* ».

S'agirait-il d'un simple fait divers ? La procureure de la République de Bobigny y insiste :

« ce drame n'est pas réductible à un antagonisme entre deux communautés ».

En effet, « *le mobile* », « *c'est la vengeance privée* », après un cambriolage dont l'adolescent serait

« *l'auteur désigné par la rumeur* ». Ces propos sont ainsi résumés :

« La procureure de la République l'a répété : l'agression ultra-violente du jeune Darius n'a a priori rien à voir avec ses origines roms ».

Mais les Roms ne sont-ils pas victimes de rumeurs, avant de l'être d'agressions ? Il suffit de songer aux déclarations de Michel Fourcade, maire PS de Pierrefitte-sur-Seine, manifestant d'emblée sa compréhension pour des « *populations excédées* » confrontées à un garçon qui aurait été interpellé à plusieurs reprises en

juin et à des cambriolages qui se seraient multipliés depuis l'arrivée des Roms... Au mépris de toute présomption d'innocence, ceux-ci ne sont-ils pas présumés coupables, à la fois individuellement et collectivement, et persécutés en conséquence ? Les auteurs du crime auraient d'ailleurs « *menacé de brûler le campement* » tout entier.

Reste qu'à la différence des responsables politiques, la procureure reprend le terme utilisé par les médias : « *lynchage* ». Le langage trahit ainsi une vérité qu'on voudrait nier : et s'il s'agissait de racisme ? D'ailleurs, la presse étrangère n'a pas ces pudeurs. En Suisse, *Le Matin* titre sans ambiguïté : « Son seul tort ? Être rom ».

Quant à la *La libre Belgique*, elle voit la France comme

« un pays qui reste traumatisé par "l'affaire Ilan Halimi". Du nom de ce jeune Parisien de confession juive qui, en 2006, avait été enlevé, séquestré et torturé à mort par les antisémites du "Gang des barbares". » Bagnaux résonnerait avec Pierrefitte, une banlieue avec l'autre, dans une même inhumanité raciste. Or en France, si la procureure parle avec insistance de « *barbarie* », ce rapprochement est rarement évoqué – comme s'il était dénié. [Lire la suite sur Les mots sont importants.](#)